

Europe

# De quoi Mélenchon est-il le non?

# Libération



Dans le sillage du leader du Front de gauche, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé hier à Paris pour dénoncer le traité budgétaire européen.

PAGES 2-4

Libération

## Match de hand truqué? Karabatic arrêté

A l'issue de la défaite de Montpellier à Paris hier, la star de l'équipe de France de handball et sept joueurs ont été interpellés dans le cadre d'une enquête sur des paris frauduleux.

PAGE 17

### ECOFUTUR LA 3D À IMPRIMER CHEZ SOI

CHAQUE LUNDI, NOTRE CAHIER  
SUR L'ÉCONOMIE INNOVANTE,  
8 PAGES CENTRALES



SHAPWAYS

## La «Java» mélancolique de Mathieu Boogaerts

Né dans la salle parisienne, le nouvel album du chanteur creuse joliment le sillon de la délicatesse amoureuse.

PAGES 22-23

M 00195 - 1001 - F. 1,50 €

**ÉDITORIAL**

Par **NICOLAS DEMORAND**

**Horizon**

L'argumentaire des partis et associations qui appelaient à manifester hier à Paris était clair : non au Traité européen, c'est-à-dire à l'austérité économique et à la spirale récessive qu'elle enclencherà. Non, également, au mode de ratification parlementaire, le Parti socialiste disposant de la majorité pour s'épargner un débat inflammable. Non, enfin, mais en termes plus feutrés, à la politique menée par François Hollande depuis son élection. Il ne s'agissait donc pas seulement de tenter de faire revivre la geste référendaire de 2005 mais aussi de peser, par la rue, sur l'action du gouvernement. Utile aiguillon qui trouvera, à coup sûr, un écho au-delà des troupes du Front de gauche : le sentiment de frustration politique débordé largement ce cercle depuis la rentrée. Car la social-démocratie pour être, par nature, rigoureuse, gestionnaire et responsable ne se définit pas seulement par l'administration scrupuleuse des fonds publics, même si en France c'est une grande nouveauté. Montrer un horizon, tracer un chemin pour y parvenir, donner du sens à l'action quotidienne fait aussi partie de son identité. Par exemple sur l'Europe, puisqu'après tout c'est le sujet : restera-t-elle un grisâtre syndic d'intérêts vaguement convergents ou est-elle porteuse d'un projet auquel il serait possible de dire «oui», sans ambages, voire avec enthousiasme ? Du strict point de vue de la politique intérieure, une telle question est explosive, à gauche comme à droite. Dommage : c'est la seule qui soit vraiment passionnante.

Dans la manifestation organisée hier à Paris à l'appel de l'extrême gauche, le non au traité budgétaire a fédéré les anti-austérité et les déçus par le gouvernement.

# Un non, une marche et des courants

Par **LILIAN ALEMAGNA** et **SYLVAIN MOUILLARD**  
Photos **STÉPHANE LAGOUTTE.MYOP**

**I**ls ne sont pas tout à fait bras dessus-bras dessous, mais déjà derrière la même banderole : «*Députés, pas de trahison. Votez non.*» Ensemble en 2005 dans la campagne contre le Traité constitutionnel européen, Jean-Luc Mélenchon, les communistes, Attac ou encore Olivier Besancenot étaient hier réunis dans une même manifestation pour dire non à la ratification du traité budgétaire européen par le Parlement. Un rassemblement à Paris organisé pile entre la présentation du budget, vendredi, par le gouvernement, et le discours, mardi, du Premier ministre devant les députés, coup d'envoi des débats sur l'Europe à l'Assemblée.

**REPORTAGE** **«MUSCLE».** Les dizaines de milliers de manifestants entre place de la Nation et place d'Italie – 80 000 selon les organi-

**L'ESSENTIEL**

**LE CONTEXTE**  
Des dizaines de milliers de personnes ont défilé hier à Paris pour exprimer différents types de non à la politique européenne du gouvernement.

**L'ENJEU**  
Ce nouveau clivage sur l'Europe, qui ne recoupe pas celui de 2005, est-il en mesure de fragiliser la majorité gouvernementale ?

sateurs – ont pu ainsi brocarder tout à la fois la politique qu'ils jugent «austéritaire» de l'Union européenne, réclamer un référendum sur le traité et dire tout le mal qu'ils pensent des premiers mois au pouvoir de François Hollande. «C'est un cycle qui commence», a prévenu Mélenchon avant le départ du cortège.

**REPÈRES**

**LE CALENDRIER**

- **Mardi 2 octobre** Déclaration de Jean-Marc Ayrault consacrée «aux nouvelles perspectives européennes» à l'Assemblée, puis débat sans vote.
- **Mardi 9** Vote solennel sur le projet de loi autorisant la ratification du traité.
- **Mercredi 10** Vote du projet de loi organique qui fixe les principes de programmation budgétaire pluriannuelle pour satisfaire aux obligations qu'entraîne le traité.

**«Cette manifestation signifie l'entrée en mouvement du peuple français au côté des autres peuples qui protestent contre l'austérité.»**

**Jean-Luc Mélenchon**  
coprésident du Parti de gauche, hier

**LE TRAITÉ**

Appelé aussi «pacte budgétaire», le **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)** vise à contraindre les Etats de la zone euro à financer leurs dépenses par leurs recettes et donc à limiter leur recours à l'emprunt. A la clé, obligation de ramener «à moyen terme» le déficit public en deçà de 3% du PIB et le déficit «structurel» – hors période de crise – sous 0,5% du PIB.

Dans un contexte social explosif en Grèce, en Espagne et au Portugal, lui et ses camarades du Front de gauche ont réussi à «remettre en mouvement», comme ils disent, une soixantaine d'organisations politiques, associatives et syndicales sur un mot d'ordre européen et «anti-austérité». Si la manifestation est restée hier très militante, cette partie de la gauche prend date pour de nouveaux rassemblements. «On est là pour que les ministres, enfermés dans leur bulle technocratique, comprennent ce qui se passe, poursuit Mélenchon devant les caméras. Ils ne voient pas plus loin que l'horizon comptable.» A sa gauche, le chef des communistes, Pierre Laurent, rejette tout caractère «antigouvernemental» du rassemblement : «C'est une manifestation contre l'austérité. Nous sommes là pour dire au gouvernement de changer de cap le plus vite possible. Ils ont peur d'affronter la finance.» «François Hollande doit nous entendre, ajoute Eric Coquerel, du Parti de gauche. C'est soit le Medef, soit les gens dans la rue. Au contraire, on est du muscle sur lequel il peut s'appuyer !» Pas question au Front de gauche d'être entraîné dans des slogans antigouvernement. Pourtant, juste à côté, une femme brandit une pancarte colorée : «Au printemps, on l'élit, à l'automne, le nous trahit.»

**«RÉ-SIS-TAN-CE !»** A deux mètres de Mélenchon, derrière la banderole, Olivier Besancenot apprécie ses «retrouvailles des forces du non de gauche de 2005». Tout en prenant bien soin de rester à l'écart des caméras qui n'ont d'intérêt que pour Mélenchon, le leader du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) «assume», lui, son «statut d'opposant». «On est contre ce traité qui va guider la politique du gouvernement ; donc, de fait, on est contre le gouvernement», affirme-t-il. «On veut arriver à construire une mobilisation durable, une convergence des luttes, poursuit Philippe Poutou, ancien candidat du NPA à l'Élysée. Le Front de gauche navigue entre deux positions. Et ces hésitations peuvent nous coûter cher.» Dans le cortège, les drapeaux Front de gauche, PCF et Parti de gauche sont les plus nombreux. Des féministes, des salariés d'usines en difficulté ou des syndicalistes étiquetés CGT ou Sili-



**SUR LIBÉ.FR**

**«Je m'attendais à ce que Hollande soit mou mais pas aussi mou !»** Paroles de manifestants venus hier à Paris venu réclamer leur «dû» dans le cortège antitraité.



Dans le cortège, hier. Les organisateurs ont compté 80 000 personnes.

daïres suivent les personnalités politiques. On scande «Ré-sis-tan-ce!». Beaucoup ont voté Hollande «sans états d'âme» le 6 mai. Tous sont déjà déçus. «La France va ressembler à l'Espagne ou à la Grèce, dit Christine, 58 ans, professeure en Seine-Saint-Denis. Il y a eu des choses positives dans l'enseignement, et il ne peut pas tout faire en cinq mois, mais les signes qu'il envoie pour le long terme ne sont pas probants.»

«**PARLOTE.** Plus loin, Damien, 22 ans, étudiant à Angers, est venu à Paris pour la journée. «Je viens exiger un référendum», explique-t-il. Hollande avait promis que le traité serait renégocié. Or il s'est contenté d'ajouter un volet de croissance.» Le jeune homme met tout de même «quelques actions positives» au crédit du Président, sur «le mariage homosexuel, le dialogue social avec les syndicats». «Mais de manière générale, ça reste beaucoup de parlotte», tranche-t-il. Jean-Claude, 70 ans, portrait de Hollande légendé: «Avis de recherche pour rendre des comptes à la démocratie» autour du cou, dénonce un «gouvernement [qui] corrige à la marge ce qu'il prétendait combattre quand il était dans l'opposition». «Mitterrand avait mis deux ans à passer [...] à la rigueur, pointe cet ancien de l'agroalimentaire. Ça n'a pris que quelques mois à Hollande. On semble déjà être passé à un Sarkozy bis.»

## En 2005, ils ont voté oui à l'Europe mais diront non cette fois. Ou vice-versa. Avis contraires et vents tournants

D'un côté, il y a les constants. Ceux qui la semaine prochaine diront «oui» ou «non» au Traité européen de stabilité budgétaire (TSCG) comme ils étaient «ouïs-tes» ou «nonistes» lors du référendum sur la Constitution européenne de mai 2005. De l'autre, il y a les changeants. Ceux qui, en sept ans, ont changé de camp. Les écologistes remportent la palme de ce va-et-vient. Prenons leurs députés européens: l'ex-candidate à la présidentielle Eva Joly, convaincue du oui en 2005, est remontée contre le nouveau traité. «Je suis fédéraliste, mais en limitant le déficit structurel à 0,5% du PIB, on crée les conditions de notre propre récession», défendait-elle en août dans *Libération*. «**Soupage.**» A l'inverse, son collègue à Strasbourg José Bové a vite pris le pli des «compromis» européens. Figure du «non» en 2005 aux côtés des communistes, de Jean-Luc Mélenchon et d'Olivier Besancenot, l'ancien syndicaliste de la Confédération paysanne se prononcera pour le TSCG s'il avait à voter au Parlement français. «L'abstention, c'est pour les faux-culs, défend-il. Même si ce traité n'est pas la panacée, ne pas vouloir faire ce petit pas qui mène vers une mutualisation des dettes publiques, ce n'est pas bon.» «Eva voit la Grèce et

elle se dit qu'on ne peut pas appliquer les mêmes recettes à toute l'Europe», explique Pascal Durand, le patron d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV). José, de son côté, par ses discussions avec Dany [Daniel Cohn-Bendit, ndlr] a compris ce fonctionnement par étapes.» Utilisé par les partisans du «oui» il y a sept ans, cet argument des «petits pas européens» est désormais rejeté par la majorité des parlementaires écologistes français pourtant favorables à la Constitution européenne. «En 2005, je m'étais dit que c'était la dernière fois qu'on me vendait le fameux: "Après, cela permettra des avancées sociales et démocratiques"», fait valoir Jean-Vincent Placé. Le patron des sénateurs EE-LV, comme son homologue à l'Assemblée, François de Rugy, aurait aimé un vrai «saut fédéral» avec plus de pouvoirs au Parlement européen et une «harmonisation fiscale». «Ils sont tactiquement d'accord, déplore l'eurodéputé Yannick Jadot. C'est une manière d'utiliser l'Europe comme soupape de décompression dans les tensions qu'ils rencontrent avec les socialistes.» Au PS justement, on a beau chercher un ex-partisan du oui prêt à voter contre le traité budgétaire, on sèche... En revanche, de fer-vents «nonistes» de 2005 - Laurent Fabius,

Vincent Peillon, Arnaud Montebourg... - défendent aujourd'hui sans rechigner une adoption des nouvelles règles européennes. L'exemple le plus frappant revenant au VRP du traité: Bernard Cazeneuve. «**Revival.**» Le ministre délégué aux Affaires européennes, proche de Fabius, explique, comme les adversaires du non en 2005, qu'il «n'y a pas de plan B», qu'il ne faut pas être «dans la posture» et qu'un rejet du texte «affaiblirait l'action de François Hollande». «Nous ne sommes pas en 2005. On est six mois après l'élection de François Hollande, défend le député de la Nièvre Christian Paul, lui aussi ex-noniste. Mais le problème n'est pas notre vote. C'est de mobiliser les Français sur la suite de la construction européenne.» Au final, avec une partie des écologistes et de l'aile gauche du PS, seuls les communistes et les amis de Jean-Luc Mélenchon campent sur un «non» ferme à un traité qu'ils qualifient d'«austéritaire» (lire page ci-contre). Au Front de gauche, on place cette «bataille» dans la «continuité» de celle de 2005. En observant ses ex-camarades en campagne, José Bové glisse, moqueur: «Ils font une tentative de revival.»

L.A.



Jean-Luc Mélenchon, avec Pierre Laurent (PCF, en veste et lunettes), hier à Paris. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE/MYOP

Pour exister, le leader du Front de gauche attise les clivages européens, quitte à se couper d'une partie de ses alliés.

## Mélenchon, combien de divisions ?

Jean-Luc Mélenchon vit son rôle de leader politique comme un général. Un chef dont «les troupes» militantes doivent être maintenues «en mouvement» permanent. Après la présidentielle (11,1%) et sa tentative législative manquée contre le PS et le Front national à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), le député européen se devait d'engager dès la rentrée une nouvelle «bataille». Objectif premier : éviter la dispersion postélectorale du Front de gauche et de ses militants, quitte à taper très tôt, très fort, sur la politique de François Hollande. «Si on s'arrête, on tombe», répète sans cesse Mélenchon pour justifier cet activisme depuis la constitution, aux européennes de 2009, de cette alliance avec les communistes et une partie de la gauche radicale.

«Sillon». Cet automne, le combat est donc européen. A un moment où les centrales syndicales restent en retrait – pour cause de dialogue social et de successions internes –, Mélenchon a initié avec les communistes le rassemblement d'hier à Paris. «Il faut maintenir le sillon qui a été ouvert en 2005», annonçait-il mi-septembre à la Fête de l'Humanité. Il y a sept ans, alors sénateur PS, il avait rejoint, avec ses militants, les collectifs du non au Traité constitutionnel européen. En faisant ouvertement campagne aux côtés de la communiste Marie-George Buffet ou de l'extrême gauche, incarnée par Olivier Besancenot, Mélenchon désobéissait à son parti dont les militants avaient voté oui à 60% en in-

terne. Le non l'emporta à 55% le 29 mai 2005. Mélenchon fait le constat que «l'autre gauche», comme il dit, peut être «majoritaire». Sept ans après cette première campagne, le «Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance» (TSCG) donne l'occasion à l'ancien socialiste de recueillir la gauche sur l'Europe. Et d'en tirer les bénéfices. Ses ex-camarades et les écologistes disent qu'ils ont «dépassé leurs divisions» connues en 2005 ? Mélenchon considère qu'elles restent entières. Qu'à gauche, il y a deux lignes et que la sienne deviendra, «d'ici dix ans», majoritaire. Autour

**«Beaucoup de mes collègues PS qui seraient tentés de voter contre le traité ne vont pas le faire pour ne pas être associés à Mélenchon.»**  
Un député socialiste

d'un Front de gauche encore organisé en cartel électoral, Mélenchon veut profiter de la séquence pour continuer d'agréger des forces. Après s'être associé aux communistes et avoir récupéré plusieurs morceaux du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot, Mélenchon veut convaincre, avec le refrain d'une «autre Europe» et d'une «autre politique possible à gauche», une partie des socialistes et les écologistes – opposés au traité budgétaire européen (lire ci-contre) – de le rejoindre. «Jean-Luc estime qu'est venu le moment de trancher le débat entre deux gauches. Je ne le crois pas,

affirme un député de l'aile gauche du PS, ancien proche de Mélenchon. Il faut rassembler. Pas la diviser.»

«Manche». Là est son problème : taper si fort sur les premiers mois de la gauche au pouvoir s'avère également contre-productif et lui fait petit à petit endosser un statut de «diviseur» que les électeurs de gauche récompensent rarement. Dans la manifestation d'hier, peu de personnes revendiquaient avoir voté Hollande au premier tour de la présidentielle. L'aile gauche du PS ou Europe Ecologie - les Verts ont, eux, décliné l'invitation pour ne pas être associés, ont-ils dit, à une manifestation «anti-Hollande». Et si Mélenchon comptait convaincre «le maximum» de parlementaires PS de rejeter la ratification du TSCG, c'est raté. «Mélenchon s'y prend comme un

manche», observe un député socialiste. «Beaucoup de mes collègues qui seraient tentés de voter contre ne vont pas le faire pour ne pas être associés à Mélenchon, poursuit-il. Il tape sur nous comme un dingo. Forcément, après, il y a un effet de solidarité !» Cette stratégie agressive agace la direction du Parti communiste, soucieuse de discours moins clivants pour éviter la séparation irrémédiable avec le PS en vue des municipales de 2014. Consciente aussi que, si la gauche échoue, les premiers bénéficiaires seront l'autre opposition : la droite et l'extrême droite.

LILIAN ALEMAGNA

Le non au traité budgétaire d'une grande majorité d'EE-LV menace les fondements du parti.

## Grand écart et équilibrisme chez les écolos

À en croire les écologistes, leur non au traité budgétaire serait plus européen que bien des oui socialistes. Rien à voir en tout cas avec celui du Front de gauche, assurent-ils. Parce qu'ils revendiquent leur pleine appartenance à la majorité, et malgré les multiples appels du pied de Jean-Luc Mélenchon, les leaders d'Europe Ecologie - les Verts n'ont pas participé à la manifestation parisienne d'hier (lire page 2). S'ils partagent l'objectif d'une Europe moins «austéritaire», ils la veulent aussi plus fédérale. Et puis, pas question de s'afficher dans un défilé inévitablement antigouvernemental. «Soutenir le gouvernement n'est pas contradictoire avec le fait de s'opposer à ce traité qui est un héritage du pouvoir précédent», résume Denis Baupin, vice-président écolo de l'Assemblée nationale.

Tester. Rejeter le traité «Merkozy» n'aurait donc rien d'une mauvaise manière à l'égard de Hollande. Pour le prouver, nombre de parlementaires écologistes nonistes étaient prêts à soutenir la déclaration que Jean-Marc Ayrault fera au Palais Bourbon, demain. L'ennui c'est que de vote, il n'y aura pas. En s'opposant massivement (70% du conseil fédéral) au traité, malgré les mises en gardes socialistes, EE-LV a donc pris le risque de tester sa liberté dans la majorité. «Aujourd'hui, le vrai problème du PS, c'est qu'il y aura plus de députés socialistes que de députés écologistes qui vont voter contre», prédit d'un sourire Jean-Vincent Placé, patron des sénateurs EE-LV. La participation au gouvernement des écologistes a quand même été brièvement mise en cause par certaines voix, d'abord de droite, avant que Jean-Marc Ayrault ne ferme ce chapitre jeudi dernier sur France 2, sur un rappel à la règle en vigueur dans son gouvernement : «On discute et après on est solidaire.» Toutefois après cinq mois de chemin commun, entre déclarations d'Arnaud Montebourg sur le nucléaire ou les

gaz de schiste et la «muse-lière» évoquée par Cécile Duflot, certains écologistes commencent à douter que la solidarité se fasse dans les deux sens. La conférence environnementale en a rassuré la plupart : Pascal Durand, secrétaire national d'EE-LV, allant jusqu'à évoquer un «moment de plaisir», a assuré que c'est bien là l'essentiel. Pas pour Daniel Cohn-Bendit et ses collègues eurodéputés Yannick Jadot, José Bové et Jean-Paul Besset, qui n'ont pas digéré de voir EE-LV «oublier qu'Europe est le premier mot de son nom», selon la formule de Jadot. Cohn-Bendit a du coup confirmé que, pour lui, l'aventure EE-LV s'arrêtait là. Les quatre eurodéputés, que Placé croque en «eurobéats», viennent de créer un club de réflexion appelé «Europe et Ecologie» pour «retrouver l'esprit de 2009». Celui des élections européennes où EE-LV avait atteint 16,3% en parlant d'Europe «de façon pragmatique». Sans encore parler divorce, l'hypothèse de deux listes écolos aux européennes de 2014 a refait surface. L'une, EE-LV, rassemblant des opposants au traité, et l'autre, autour des amis de «Dany». «Avec qui ? Lepage, Bennhamias et Wehring ?», relativise-t-on à la direction d'EE-LV. Un scénario dont «tout le monde sortirait perdant», assure Denis Baupin.

Loupée. Reste cette situation paradoxale : le parti n'a jamais été aussi puissant sur le plan institutionnel, avec deux groupes parlementaires et deux ministres, mais ses troupes désertent : au terme d'une séquence présidentielle loupée, la moitié des militants EE-LV a quitté le navire depuis dix-huit mois. «Défendre le non, c'était aussi une nécessité pour être en phase avec notre base», confie un parlementaire qui va voter non par conviction. Car si aucun dirigeant EE-LV n'a défilé hier, certains militants ont, eux, répondu à l'appel de Mélenchon.

JONATHAN BOUCHET-PETERSEN